

L'Arabie saoudite autorisera-t-elle le baiser dans les films qu'elle finance ?

L'invité de ce samedi matin 4 octobre sur France Culture, à l'émission de Frédéric Martel « Masse Critique », était Frédéric Sichler, ancien responsable de Studio Canal, nouveau président de Rotana Films en Egypte, au Caire (le groupe Rotana appartient au prince saoudien Al-Walid).

Le cœur du sujet c'est l'arrivée des capitaux des pays émergents comme l'Inde ou la Chine, mais surtout des pays du Golf dans l'industrie du cinéma, entendez Hollywood. Tout part d'une évidence : d'un côté des besoins d'argent à un moment où Wall Street a d'autres chats à entretenir, de l'autre des pays du Golfe qui se disent qu'il faut placer son argent tant qu'on en a et pourquoi pas, dans un secteur qui vous donne la contrôle de la machine à rêve.

Il faut savoir que l'industrie du cinéma a toujours entretenu des relations difficiles avec le monde des banques. Difficiles mais indispensables. Du fait de la crise financière, la situation ne s'est guère arrangée, et depuis 1 an les banques ont commencé à se retirer de cette industrie à risque fortement dévoreuse de capitaux.

Parmi les pays du Golfe qui se sont lancé dans la bataille il semble que les plus actifs soient l'Arabie Saoudite (entendez le prince Al-Walid), Abu Dhabi et Doubaï).

Mais rassurez-vous, même si comme l'intervieweur vous avez conçu quelques craintes quant aux intentions cachées de ces princes du désert. Sachez qu'il s'agit simplement de placer des capitaux et non de toucher au contenu de la production cinématographique. Le but affiché c'est en effet de développer l'industrie locale (par exemple par la création de parc d'attractions) et aussi de faire monter en puissance des vedettes arabes pour qu'elles atteignent une renommée

internationale comme il y en eut dans le passé avec par exemple en Egypte Omar Sharif.

Pour justifier sa décision d'accepter de servir les intérêts du prince Al-Walid, Frédéric Sichler se fait l'apôtre (le mot est sans doute mal choisi) de ceux qui dénoncent l'inégalité extrême de la situation actuelle. Il n'aura échappé à personne que le modèle dominant depuis 70 ans est celui de Hollywood et de ses studios à Los Angeles. L'industrie du cinéma s'est construite avec « une politique de conquête qui a imposé un modèle culturel ». Frédéric Sichler ajoute qu'à ce stade l'argent ne peut pas tout et qu'une telle expérience acquise par les américains ne saurait être assimilée par d'autres au point de devenir à leur tour créatifs, en quelques années. Il faudra 20 ou 30 ans pour passer à l'étape suivante. En attendant « il faut négocier avec ces gens-là », c'est-à-dire avec les américains. Mais réjouissons-nous « le repli du cinéma américain donnera plus de place aux autres cinémas ».

Tout de même, s'inquiète l'intervieweur, on touche là au culturel, est-ce qu'on ne risque pas quelques dérapages sur la conception du rôle des femmes, sur la liberté d'expression ? Qu'en sera-t-il de la censure, de la liberté tout court compte tenu de la montée de l'islam ? Il y a eu des fatwas récentes... ? Rire de Frédéric Sichler « Oh-là là, c'est bien complexe ce que vous me demandez là » et de se réfugier dans le rappel de ce qui se passait « chez nous » il n'y a pas si longtemps, sans parler de l'Espagne où il se souvient que dans les années 50 encore les femmes mettaient des mantilles pour aller à l'Eglise... bon d'accord on ne pourra pas dire des injures contre l'Islam.

Et le baiser, verra-t-on un baiser ? La réponse fût « je vais vous donner l'adresse d'un bon docteur ». Bien que je ne sois pas une fanatique du baiser qui n'en finit pas sur les écrans, ni des halètements simulés par des acteurs sans doute excédés de toujours refaire cette même scène sans imagination, j'ai trouvé cette réponse un peu short ! Faisant feu de tout bois, Frédéric Sichler a fustigé le temps où Napoléon venait dire aux Arabes ce qu'ils devaient penser et rappelle que les pays

changent au cours de leur histoire, soulignant que « les pays arabes sont en pleine évolution, que le prince Al-Walid va bien dans ce sens vis-à-vis du droit des femmes ». Et de conclure que la question centrale que tout le monde se pose c'est « comment va évoluer le wahhabisme ? ».

Sur la défensive, il ne vit pourtant pas venir le scud que lui avait préparé le producteur de l'émission lorsqu'il fût référence au bateau qui dans le port du Caire (« en face de vos bureaux ») fût arraisonné par la police avec 52 homosexuels à bord qui furent arrêtés et jetés en prison pour cause de pratique sexuelle interdite. La réponse lui échappa sans doute trop vite (et nous en rappela une autre) « il faut se consacrer à l'essentiel pas au détail ». Prenant conscience de sa gaffe il ajouta que ce n'était pas ce qu'il voulait dire mais, en tout cas, que ce n'était pas ainsi qu'on allait avancer.

Au total, la question essentielle serait donc : que va devenir le wahhabisme ?

Si on ne le sait pas alors n'est-il pas irresponsable de se faire complice de l'introduction dans un domaine culturel sensible d'une idéologie qui n'a pas fait la preuve qu'elle a changé ? La question principale n'est-elle pas plutôt de savoir ce que sera le cinéma de demain entre de telles mains ? Faut-il sous prétexte que les financeurs potentiels appartiennent aux pays du Golfe et que ceux-ci sont en retard par rapport à notre conception des droits de la personne, attendre patiemment qu'ils se mettent à niveau en espérant qu'ils ne massacreront pas trop notre vision d'une société libre, fraternelle et égalitaire ?

Annie Sugier